



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° **00537**...../CAB.MIN/MINES/01/2026
DU ...**2.4. AOÛT**...**2026**..... PORTANT REFUS D'OCTROI DU PERMIS DE RECHERCHES
N° 16879 A LA SOCIETE BM METAL CORPORATION SARL

LE MINISTRE,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 littéra f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018 portant Code Minier, spécialement en ses articles 10, 12, 45, 48 alinéa 1^{er}, 56 et 57 ;

Vu l'Ordonnance n° 24/88 du 11 octobre 2024 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 25/247 du 07 Août 2025 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} litera A et B point 28 ;

Vu le Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018, spécialement en ses articles 96 à 102 et 104 à 107 alinéa 1^{er} ;

Considérant la demande n° **KIN16062026100000** d'un **Permis de Recherches**, introduite par la **Société BM METAL CORPORATION SARL** en date du **16 juin 2026**, et les pièces requises y jointes ;

Considérant que :

Le périmètre sollicité empiète totalement sur le Permis de Recherches 16802.

Sur avis défavorable du Cadastre Minier ;

Cu



A R R E T E :

Article 1^{er} :

Il est refusé à la Société BM METAL CORPORATION SARL, ayant son siège social sis au n° 71, Avenue Lubilashi, Lubumbashi/Haut-Katanga, le Permis de Recherches sollicité.

Article 2 :

La Société BM METAL CORPORATION SARL a le droit d'exercer un recours conformément aux articles 57 alinéa 2, 313 et 314 du Code Minier.

Article 10 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **24 AOUT 2026**

Louis KABAMBA WATUM

AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Inspection Générale des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- SAEMAPE : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- CTCPM : 1
- Direction chargée de la Protec. de l'Environ. : 1
- Div. Prov. /des Mines & Géologie du ressort : 1
- Sté BM METAL CORPORATION SARL : 1